

# Union européenne : tout changer pour que rien ne change !

Après les dernières élections européennes qui oserait prétendre que l'Union européenne est sauvée pour les 5 ans à venir ? D'abord, faudrait-il encore que nous soyons d'accord sur le diagnostic et les solutions à apporter. Les points de vue sur la gouvernance divergent à la fois d'un pays à l'autre et également à l'intérieur de chacun d'entre eux.

Au-delà du renouvellement du parlement européen

La répartition des sièges au parlement européen est sans réelle importance. Le mélange des genres, autour de quelques idées à débattre, ressemble plus à une organisation d'alliances, destinées à satisfaire la Commission sous l'égide du Conseil européen, véritable exécutif, sous la houlette de l'Allemagne et de la France. Il est peu probable que les parlementaires aient le dernier « mot » en matière de décision. Comme toujours, le principe de base à respecter consiste à faire croire que l'on peut tout changer, mais à une seule condition que rien ne change !

Le renouvellement de la Commission restera le point essentiel des préoccupations des têtes d'affiche, participantes au retour du G20. Les résultats sont là et les choix pour les « Top jobs », comme la presse les qualifie ont donné lieu à d'importantes négociations qui finissent par satisfaire la « nomenclatura » en place. Le Royaume-Uni, en situation de « libre-libre » avec le Brexit, échappe à une condition de « libre-libre » qui lui était dommageable. Cette donnée fondamentale a influé sur le nouvel ordre de l'Union européenne. Des dizaines d'heures de discussions et de tractations suffiront à sortir une série de propositions du chapeau, inédite pour les « uns », pressenties pour les « autres ».

Le couple franco-allemand veut garder la main sur l'« appareil »

L'objectif recherché de ne rien chambouler pour que le couple franco-allemand garde la main sur l'« appareil » est atteint avec un accord politique renforcé, pour ne pas dire de politique « politicienne ». Proposées au vote du parlement, ces candidatures au « Top jobs » satisfont les leaders : une présidence germanique de la Commission contre une présidence française pour la Banque centrale européenne (BCE) pour les principaux rôles. Les Belges, avec la présidence du Conseil européen, les Espagnols, avec le suivi des affaires internationales, et les Italiens, avec la présidence du parlement, sauront se satisfaire d'accéder et n'auront rien à redire.

À chaque fois, la politique du Conseil avec la complicité de la Commission obéit au même scénario. Les consignes et les principes sont immuables : austérité et rigueur, réduction de la dette et maîtrise du déficit, effort de croissance sans inflation. La BCE alimente le monétaire et le crédit jusqu'à proposer des taux négatifs. C'est cette politique qu'il appartient de préserver à tout prix.

Flatter le « paraître » de l'UE dans la mondialisation

Un bel exemple confirme cette attitude au G20 d'Osaka. Si l'Europe avait des choses à dire, elle a été incapable de s'exprimer de manière cohérente. En conséquence, ses tentatives d'interventions sur le climat ou sur le commerce international ont fait long feu. L'UE montre ses limites avec ce surplace permanent sous le regard du binôme franco-allemand toujours satisfait du « paraître » de l'UE pour affirmer son hégémonie. Le G20 perd de son intérêt au-delà de certaines rencontres bilatérales, indispensables pour les plus puissants. L'Union européenne s'y complaît, on reste dans la communication. La France a accueilli le G7 fin août à Biarritz. Tout a été fait pour tenter de redorer le « blason » de ces rencontres au travers d'une communication d'exception. Le « surplace » est toujours là.

Mondialisation, multi-libéralisme, ayant favorisé l'accès de la Chine à l'OMC, la Russie et tant mise de côté, l'Union européenne va chercher la multiplication des accords de libre-échange (ALE). À titre d'exemple, le CETA, avec le Canada, en cours depuis septembre 2017, doit être validé prochainement par les parlements européens. Le MERCOSUR est toujours en discussion depuis 4 ans avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Les incendies en Amazonie ont permis de suspendre la négociation, en allant de fait dans le sens des agriculteurs. Le TAFTA avec les États-Unis est aux oubliettes. Après diverses tentatives : proposition en avril 2019 d'une relance des négociations autour d'un TTIP simplifié. De nombreux autres ALE sont en cours ou à l'étude.

Pour qui, pour quoi et comment ?

Pour l'UE, l'essentiel des ALE consiste à favoriser l'exportation d'une partie du parc automobile européen, allemand en priorité, des avions civils et militaires, des armes conventionnelles et certains produits de haute technologie. Les importations vers l'UE se feront principalement dans les filières agroalimentaires, complémentaires de quelques produits manufacturés et de matières premières spécifiques. Le monde agricole est mis à part et il doit se contenter d'une politique agricole commune (PAC) en difficulté et malmenée. Il est en colère, il y a de quoi ?

C'est la Commission qui impose son diktat à propos de la conduite des négociations pour ces accords. Ces derniers seront en général le résultat de longues tractations, sachant que les documents de travail sont confidentiels et que les parlementaires n'y ont pas accès. Cela permet de masquer l'objet des compromis, les raisons des concessions et les causes des échecs.

Quoi de neuf à prévoir ?

Une chose est sûre pour le « profane ». L'image du changement transpire dans un premier temps avec les nominations liées au remplacement des présidents en fin de mandat. Mais la nouveauté dans l'appréhension de tous ces changements, c'est qu'il n'y en a pas. Aujourd'hui, si le mot « protectionnisme » est à bannir, c'est une forme continue de « copier-coller » qui se dessine. Le dernier G7 en est aussi la preuve...